AD. - 1 - L. 12.517/2.

Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 février 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "règlementant l'organisation sur la voie publique de compétitions et de concours sportifs pour véhicules automoteurs", a donné le 17 mars 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e februari 1976 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende reglementering van de organisatie op de openbare weg van sportwedstrijden en -competiti voor voertuigen met eigen beweegkracht", heeft de 17e maart 1976 het volgend advies gegeven :

4/V/76

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'arrêté en projet trouve son fondement légal dans l'article 9 des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées la 16 mars 1968. Il convient dès lors, que soit utilisée dans la projet l'expression "épreuves et compétitions sportives" qui est celle qui figure dans cet article 9.

II. L'alinéa 6 du préambule vise l'arrêté royal du 27 mars 1974 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automobiles.

Cet arrêté royal s'applique "aux courses de vitesse et/ou à obstacles, les essais et les entraînements, ainsi que l'usage récréatif des véhicules cités ci-dessus, sur des terrains ou des circuits qui ne sont pas situés sur une voirie publique" (article 1er, 2°).

L'arrêté en projet s'applique aux compétitions et concours sportifs disputés en totalité ou en partie sur la voie publique.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, si les manifestations sportives régies par l'arrêté en projet empruntent des parcours situés en dehors de la voie publique et rentrent dans les activités définies dans l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 27 mars 1974, ce dernier arrêté leur est aussi applicable.

.../...

Afin d'éviter toute hésitation sur ce point, l'article 1er du projet devrait être complété par les mots :

"Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 27 mars 1974, sont soumises ...".

III. Les références faites à l'article 1er, alinéa 2, qui figurent dans plusieurs dispositions du projet sont inutiles.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal réglementant l'organisation sur la voie publique d'épreuves et de compétitions sportives pour véhicules automoteurs".

Préambule.

Seules les lois coordonnées et, partiellement, la loi du 1er juillet 1956 constituent le fondement légal de l'arrêté en projet. Les alinéas 3 à 6, qui font référence à des arrêtés royaux, doivent être omis.

.../...

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, notamment l'article 9".

Au dernier alinéa, l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, n'est requis par aucune disposition législative ou réglementaire. La mention de cet avis pourrait dès lors être omise au préambule.

*

Article 1er.

L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Le présent arrêté s'applique :

1° aux épreuves et compétitions avec départ collectif;

2° aux épreuves et compétitions avec départ individuel;

3° aux épreuves et compétitions de régularité disputées sur un parcours préétabli pour lesquelles des conditions de vitesse moyenne sont imposées".

Pour mieux répondre aux intentions du Gouvernement, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3 :

"Le présent arrêté ne s'applique pas aux rallyes pour lesquels les concurrents ne sont tenus à aucune condition de vitesse et où les conditions de temps qui seraient imposées n'ont aucune influence directe ou indirecte sur le résultat de la compétition".

.../...

Article 2.

Selon l'alinéa 1er, l'organisateur doit être constitué en association sans but lucratif et l'objet social de cette association doit être l'organisation d'épreuves et de compétitions sportives.

Le fonctionnaire délégué n'a pu donner aucune réponse sur le point de savoir pourquoi l'organisation des épreuves et des compétitions devait être confiée uniquement à des associations sans but lucratif, ni sur le point de savoir si l'objet social de ces associations devait être exclusivement ou principalement l'organisation de telles manifestations.

Le pouvoir réglementaire que le Roi tient de l'article 9, alinéa 2, des lois coordonnées ne peut s'exercer que "dans l'intérêt de la sécurité des personnes, de la circulation en général et du déroulement normal de l'épreuve ou de la compétition". On n'aperçoit pas le lien qui pourrait exister entre l'obligation, pour l'organisateur, d'être constitué en association sans but lucratif et les fins en vue desquelles la loi a confié des pouvoirs au Roi. Cette disposition est dès lors dépourvue de fondement légal.

En disposant à l'alinéa 2 que le directeur de cour veille "sous sa responsabilité" au respect des conditions imposées, le projet n'a pas, et ne pourrait avoir, pour obje de modifier les règles de droit commun en matière de responsabilité. Afin d'éviter toute équivoque à cet égard, les mots "sous sa responsabilité" doivent être omis.

Au début du même alinéa 2, les mots "ainsi qualifiés" sont inutiles et doivent être omis.

.../...

Article 3.

La rédaction de l'alinéa 1er et les mots "en outre" qui figurent au début de l'alinéa 2 semblent indiquer qu'il appartiendrait aux organisateurs de fermer le parcours à la circulation publique. Outre que telle n'est pas l'intention du Gouvernement, ce pouvoir appartient à l'autorité de police.

La rédaction suivante est proposée :

"Le parcours des épreuves et compétitions de vitesse doit être complètement fermé à la circulation publique pendant toute la durée de l'épreuve et des entraînements".

A l'alinéa 2, les mots "en outre" doivent être omis.

La troisième phrase de ce même alinéa gagnerait à être rédigée comme suit :

"Peuvent seuls emprunter le parcours les véhicules des participants, les véhicules de secours, ceux de la gendarmerie et de la police ainsi que les véhicules qui sont spécialement désignés par les organisateurs et nécessaires au bon déroulement du concours ...".

La dernière phrase n'ajoute aucune précision utile à l'obligation qui figure dans la première phrase.

.../...

Article 4.

L'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Les épreuves et compétitions de régularité ne peuvent être organisées durant les mois de juillet et août ni les samedis, dimanches et lundis de Pâques et de Pentecôte".

A l'article 2, l'on n'aperçoit pas pourquoi seuls les établissements d'enseignement et de soins doivent être spécialement protégés. L'arrêté royal du 27 mars 1974 (article 2, 2°) déjà cité, accorde également cette protection à d'autres établissements.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, il faut entendre par "agglomération" l'agglomération définie dans le règlement général sur la police de la circulation routière. Afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, l'alinéa 2 devrait contenir cette précision.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 3 :

"L'itinéraire de l'épreuve ne peut prévoir que les routes déjà empruntées le seront en sens inverse. Il ne peut couper ni suivre ... (la suite comme au projet).

.../...

Article 6.

A l'alinéa 2, les mots "en outre" pourraient être supprimés sans inconvénient.

Article 7.

Les alinéas 2 et 3 disposent que le participant doit être titulaire d'une "licence spéciale" délivrée "par une association belge reconnue par la Fédération automobile internationale ou par la Fédération internationale motocycliste".

Aucune explication n'a pu être donnée au Conseil d'Etat au sujet de cette licence spéciale ni à propos des fédérations internationales précitées.

En toute hypothèse, il ne convient pas qu'un document réglementairement exigé : la licence spéciale, ne puisse être délivré qu'à la seule intervention d'une organisation privée qui ne pourrait, elle-même, être reconnue préalablement que par une organisation privée.

L'alinéa 3 oblige, de plus, le participant à fournir une attestation médicale. Dans la mesure où l'état de santé du participant peut avoir une incidence sur la sécurité des personnes, on conçoit que le Roi puise dans l'article 9, alinéa 2 des lois coordonnées le pouvoir de prendre les dispositions réglementaires adéquates. En l'absence de toute précision quant à l'objet de cette attestation, la décision qui s'impose est dépourvue de toute portée.

.../...

Article 8.

Dans le dernier alinéa s'est glissée une erreur de frappe. Il faut évidemment lire "ininflammable".

Article 9.

Cet article n'a pas, et ne pourrait avoir, pour objet de modifier les règles qui régissent la responsabilité des personnes par qui le dommage est arrivé. Il ne concerne que le règlement des conséquences pécuniaires des actes dommageables.

En conséquence, le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

Pour toute épreuve ou compétition régie par le présent arrêté, les organisateurs doivent justifier d'une assurance spéciale qui garantit, en cas d'accident se produisant à l'occasion de l'épreuve ou de la compétition, ou pendant la durée de celle-ci, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber :

1° aux organisateurs eux-mêmes et au directeur de course;

2° aux propriétaires et aux pilotes des véhicules qui participent à l'épreuve ou à la compétition;

3° aux autorités ...

4° aux membres du service d'ordre, aux délégués des organisateurs et aux personnes ...".

.../...

Article 11.

I. Telle qu'elle est rédigée, la disposition ne permet pas de répondre à la question de savoir si elle s'applique au bourgmestre de la commune de départ. Il résulte de la combinaison de cet article avec les articles suivants que le bourgmestre de la commune de départ devrait prendre deux décisions distinctes, l'une en vertu de l'article 11, l'autre en vertu de l'article 15.

II. Le projet ne précise pas quels sont les éléments que les organisateurs doivent fournir à l'appui de la demande d'autorisation adressée aux bourgmestres des communes de passage alors que ceux-ci doivent prendre à cet égard une décision motivée.

III. Il résulte de la deuxième phrase de l'article 11 que le refus d'autorisation de passage doit être motivé alors que, selon la dernière phrase, l'absence de réponse du bourgmestre dans le délai équivaut à un refus d'autorisation.

La conséquence que le projet attache à l'absence de réponse dans le délai ne se concilie pas avec l'obligation de motiver les décisions refusant l'autorisation. Le fait que le refus serait acquis par la seule absence de réponse dans le délai est de nature à enlever toute portée réelle à la règle de la motivation, puisqu'il suffira au bourgmestre de s'abstenir de répondre pour que l'autorisation soit refusée sans qu'il doive en donner les motifs.

.../...

IV. Par ailleurs, la conséquence attachée à l'absence de réception de réponse dans le délai est d'autant plus critiquable que le fait de n'avoir pas reçu la réponse est indépendant de la décision elle-même et peut ne pas dépendre du bourgmestre qui l'a prise (négligence d'un agent d'exécution, retard de la poste, etc.).

En conséquence, la rédaction de l'ensemble de l'article 11 doit être revue. En outre, il devrait en ressortir clairement que si l'autorisation n'est pas explicitement donnée la compétition ne peut avoir lieu.

Article 12.

L'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Sont joints à la demande d'autorisation :

1° le schéma ...

2° une déclaration des organisateurs indiquant la nature de l'épreuve ou de la compétition et les catégories de véhicules auxquelles l'épreuve est réservée;

3° ... (la suite comme au projet)".

Article 15.

Le Conseil d'Etat constate que cet article ne prescrit pas que la décision de refus du bourgmestre de la commune de départ soit motivée, alors que cette décision porte sur l'organisation même de la course.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp-besluit vindt zijn rechtsgrond in artikel 9 van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968. In het ontwerp zou dan ook moeten worden gewerkt met de term "sportwedstrijden en sportcompetities" die in dat artikel 9 voorkomt.

II. Het zesde lid van de aanhef verwijst naar het koninklijk besluit van 27 maart 1974 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen.

Dat koninklijk besluit is van toepassing op "snelheids- en/of hinderniswedstrijden, test- en oefenritten, alsmede het recreatief gebruik van de hierboven genoemde voertuigen, op terreinen en omlopen die geen openbare wegen bevatten" (artikel 1, 2°).

Het ontwerp-besluit is van toepassing op sportwedstrijden en sportcompetities die geheel of gedeeltelijk op de openbare weg worden betwist.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is op de door het ontwerp-besluit geregelde sportmanifestaties waarvan het parcours buiten de openbare weg ligt en die onder de in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 27 maart 1974 bepaalde activiteiten vallen, ook dat laatste besluit van toepassing.

.../...

Ter voorkoming van twijfel zou artikel 1 van het ontwerp moeten worden aangevuld met de woorden :

"Onverminderd het bepaalde in het koninklijk besluit van 27 maart 1974, zijn aan de voorwaarden van dit besluit onderworpen ...".

III. De verwijzingen naar artikel 1, tweede lid, die in menige bepaling van het ontwerp voorkomen, zijn overbodig.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot regeling van de organisatie, op de openbare weg, van sportwedstrijden en sportcompetities voor voertuigen met eigen beweegkracht".

Aanhef.

Alleen de gecoördineerde wetten en gedeeltelijk de wet van 1 juli 1956 leveren rechtsgrond op voor het ontwerpbesluit. De alinea's 3 tot 6, die naar koninklijke besluiten verwijzen, moeten vervallen.

.../...

Het eerste lid dient als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 9".

Het in het laatste lid vermelde advies van de Hoge Raad voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven is door geen wets- of verordeningsbepaling voorgeschreven. De vermelding van dat advies in de aanhef kan dan ook vervallen.

*

Artikel 1.

Het tweede lid zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Dit besluit is van toepassing :

1° op wedstrijden en competities met gezamenlijke start;

2° op wedstrijden en competities met individuele start;

3° op regelmatigheidswedstrijden en -competities over een vooruit vastgesteld parcours, waarbij voorwaarden inzake gemiddelde snelheid worden opgelegd".

.../...

Opdat de bedoeling van de Regering beter tot uiting kome, wordt voorgesteld het derde lid als volgt te redigeren :

"Dit besluit is niet van toepassing op rally's waarbij de mededingers niet aan enige snelheidsvoorwaarde zijn gebonden en waarbij de eventueel opgelegde tijdsvoorwaarden rechtstreeks noch onrechtstreeks enige invloed hebben op de uitslag van de competitie".

Artikel 2.

Volgens het eerste lid moet de organisator een vereniging zonder winstoogmerk zijn, waarvan het maatschappelijk doel bestaat in het organiseren van sportwedstrijden en sportcompetities.

De gemachtigde ambtenaar heeft geen antwoord kunnen verstrekken op de vraag waarom alleen verenigingen zonder winstoogmerk wedstrijden en competities mogen organiseren, noch op de vraag of hun maatschappelijk doel uitsluitend dan wel hoofdzakelijk in het organiseren van zodanige manifestaties moet bestaan.

De verordeningsbevoegdheid welke de Koning ontleent aan artikel 9, tweede lid, van de gecoördineerde wetten kan alleen worden uitgeoefend "in het belang van de veiligheid van personen, van het verkeer in het algemeen en van een normaal verloop van de wedstrijd of van de competitie".

.../...

Het is niet duidelijk welk verband er kan bestaan tussen de eis dat de inrichter een vereniging zonder winstoogmerk is, en de oogmerken waarom de wet aan de Koning bevoegdheden heeft gegeven. De hier besproken bepaling heeft derhalve geen rechtsgrond. Wanneer het ontwerp in het tweede lid bepaalt dat de koersdirecteur er "op zijn verantwoordelijkheid" voor zorgt dat de opgelegde voorwaarden worden vervuld, heeft het niet tot doel, en kan het niet tot doel hebben, de gemeenrechtelijke regels inzake aansprakelijkheid te wijzigen. Om misverstand te voorkomen schrappe men de woorden "op zijn verantwoordelijkheid".

Vooraan in hetzelfde tweede lid moeten de woorden "die aldus gekwalificeerd zijn" als overbodig vervallen.

Artikel 3.

De redactie van het eerste lid en het woord "bovendien" vooraan in het tweede lid, lijken erop te wijzen dat het zaak van de organisatoren zou zijn het parcours voor het openbaar verkeer te sluiten. Niet alleen bedoelt de Regering het niet zo, die bevoegdheid komt bovendien de politieoverheid toe.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Het parcours van snelheidswedstrijden en -competities moet voor alle openbaar verkeer gesloten zijn tijdens de gehele duur van de wedstrijd en van de oefenritten".

.../...

In het tweede lid moet het woord "bovendien" vervallen.

De derde volzin van dat tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Het parcours mag alleen worden gebruikt door voertuigen van deelnemers, voertuigen voor hulpverlening, voertuigen van rijkswacht en politie, en voertuigen die door de organisatoren speciaal zijn aangewezen met het oog op het goede verloop van de wedstrijd ...".

De laatste volzin bevat geen enkele dienstige toevoeging aan de verplichting die in de eerste volzin is opgelegd.

Artikel 4.

Het eerste lid zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Tijdens de maanden juli en augustus en op de zaterdagen, zondagen en maandagen van Pasen en Pinksteren mogen geen regelmatigheidswedstrijden en -competities worden georganiseerd".

Het is niet duidelijk waarom in het tweede lid alleen de onderwijs- en verplegingsinrichtingen bijzonder beschermd worden. Het reeds vermelde koninklijk besluit van 27 maart 1974 (artikel 2, 2°) verleent die bescherming ook aan andere instellingen.

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State heeft verklaard, moet onder "bebouwde kom" worden verstaan de bebouwde kom zoals die is omschreven in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer. Opdat interpretatiemoeilijkheden worden ondervangen, zou die nadere bepaling in het tweede lid moeten worden opgenomen.

Voorgesteld wordt het derde lid als volgt te redigeren :

Tijdens de wedstrijd mag een reeds afgelegde weg niet in tegenovergestelde richting worden bereden. De af te leggen weg mag de weg, gevolgd door een andere sportwedstrijd of -competitie of door enige andere toegestane manifestatie die op hetzelfde tijdstip plaatsvindt, niet kruisen of volgen".

Artikel 6.

In het tweede lid kan het woord "bovendien" zonder bezwaar vervallen.

Artikel 7.

Het tweede en het derde lid bepalen dat de deelnemer houder moet zijn van een "bijzondere vergunning", afgegeven door een "Belgische vereniging erkend hetzij door de Internationale Automobiel Federatie, hetzij door de Internationale Motorrijders Federatie".

.../...

Aan de Raad van State is geen uitleg verstrekt over die bijzondere vergunning of in verband met die internationale federaties.

Hoe het zij, het gaat niet aan dat een reglementair vereist document : de bijzondere vergunning, alleen zou kunnen worden afgegeven door toedoen van een particuliere organisatie die zelf alleen door een particuliere organisatie vooraf erkend zou kunnen zijn.

Het derde lid verplicht de deelnemer bovendien een "medisch attest" over te leggen. In zover de gezondheidstoestand van de deelnemer enige invloed kan hebben op de veiligheid van personen, is het normaal dat de Koning op grond van artikel 9, tweede lid van de gecoördineerde wetten de passende reglementaire voorzieningen kan treffen. Als echter niet nader bepaald wordt waarop dat attest moet slaan, heeft de beslissing die het voorschrijft geen enkele draagkracht.

Artikel 8.

In het laatste lid van de Franse tekst staat een tikfout. Vanzelfsprekend moet worden gelezen "ininflammable".

Artikel 9.

Dit artikel heeft niet tot doel en kan niet tot doel hebben wijzigingen aan te brengen in de regelen inzake de aansprakelijkheid van de personen door wier toedoen

de schade is ontstaan. Het heeft alleen betrekking op de regeling van de geldelijke gevolgen van de schadelijke feiten.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 9.-

Voor iedere wedstrijd of competitie waarvoor dit besluit geldt, moeten de organisatoren het bewijs leveren van een bijzondere verzekering die, bij ongeval naar aanleiding van of gedurende de wedstrijd of de competitie, de geldelijke gevolgen dekt van de eventuele burgerrechtelijke aansprakelijkheid :

1° van de organisatoren zelf en van de koersdirecteurs;

2° van de eigenaars en de bestuurders van de voertuigen die aan de wedstrijd of aan de competitie deelnemen;

3° van de overheden ...

4° van de leden van de ordedienst, van de afgevaardigden van de organisatoren, en van de personen...".

Artikel 11.

I. Zoals de bepaling is geredigeerd, vermag zij geen antwoord te geven op de vraag of zij geldt voor de burgemeester van de gemeente waar gestart wordt. Uit de samenlezing van dit artikel met de volgende artikelen blijkt dat de burgemeester van de gemeente waar gestart wordt, twee afzonderlijke beslissingen zou moeten nemen, één krachtens artikel 11, een andere krachtens artikel 15.

.../...

II. Het ontwerp bepaalt niet welke gegevens de organisatoren moeten verstrekken tot staving van de vergunningsaanvraag die wordt gericht aan de burgemeesters van de op het parcours gelegen gemeenten, ofschoon deze dienaangaande een met redenen omklede beslissing moeten nemen.

III. Uit de tweede volzin van artikel 11 blijkt dat de weigering van de doortochtvergunning met redenen omkleed moet zijn, terwijl, volgens de laatste volzin, het uitblijven van het antwoord van de burgemeester binnen de gestelde termijn gelijkstaat met weigering van de vergunning.

Het gevolg dat het ontwerp verbindt aan het uitblijven van het antwoord binnen de gestelde termijn is niet overeen te brengen met de verplichting, de beslissing tot weigering van de vergunning te motiveren. Het feit dat alleen al het uitblijven van antwoord binnen de termijn een weigering oplevert, kan iedere werkelijke draagkracht ontnemen aan de regel van de verplichte motivering, want het zal voldoende zijn dat de burgemeester geen antwoord geeft opdat de vergunning geweigerd zal zijn, zonder dat hij de redenen daarvoor hoeft op te geven.

IV. Het gevolg dat verbonden wordt aan het uitblijven van antwoord binnen de termijn, levert des te meer bezwaren op daar het niet ontvangen van het antwoord onafhankelijk is van de beslissing zelf en niet noodzakelijk te wijten is aan de burgemeester die de beslissing heeft genomen (nalatigheid van een uitvoeringsambtenaar, vertraging bij de post, enz.).

.../...

De redactie van artikel 11 moet derhalve in haar geheel worden herzien; er zou duidelijk uit moeten blijken dat, als de vergunning niet uitdrukkelijk gegeven is, de competitie geen doorgang mag vinden.

Artikel 12.

Het tweede lid zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Bij de vergunningsaanvraag worden gevoegd :

1° het schema ...

2° een verklaring van de organisatoren waaruit blijkt van welke aard de wedstrijd of de competitie is en welke categorieën van voertuigen eraan mogen deelnemen;

3° ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 15.

De Raad van State constateert dat dit artikel niet bepaalt dat de weigeringsbeslissing van de burgemeester van de gemeente waar gestart wordt, met redenen omkleed moet zijn, terwijl die beslissing op de organisatie zelf van de wedstrijd betrekking heeft.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeu

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.